Mexique : de la violence et autres démons

Ilán Bizberg

Dans Politique étrangère 2016/3 Automne , pages 49 à 59
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365675116
DOI 10.3917/pe.163.0049
Date de mise en ligne : 05/09/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-49?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Mexique : de la violence et autres démons

Par **Ilan Bizberg**

Ilan Bizberg est professeur au Colegio de Mexico.

Le président Pena Nieto a souhaité pour le Mexique une lutte contre le narcotrafic moins spectaculaire, et des réformes économiques profondes. Mais quatre années après son arrivée au pouvoir, la violence et la corruption demeurent très largement répandues. L'économie du pays, frappée par la crise mondiale, reste fragile, et les réformes sociales ont été peu décisives. Quant au système politique, il est toujours miné par une partitocratie largement impuissante.

politique étrangère

Les élections de 2012 ont annoncé le retour du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à la présidence de la République, après deux mandats catastrophiques du parti Action nationale (PAN). La présidence Calderon de 2006 à 2012 avait en particulier été affectée par une guerre contre les cartels de la drogue, entraînant une flambée de violence dans tout le Mexique. En choisissant Enrique Pena Nieto, les électeurs espéraient que cette violence pourrait être endiguée. Si les débuts du nouveau président ont été prometteurs, ces espoirs ont par la suite été déçus : la violence a continué, la corruption s'est maintenue, la croissance a stagné, les créations d'emplois ont été peu nombreuses et les salaires sont demeurés faibles. En juin 2016, les électeurs ont exprimé leur déception dans les urnes : le PAN a raflé au PRI la plupart des postes lors des élections locales.

Le début de la présidence d'Enrique Pena Nieto a été marqué par deux grandes orientations. D'une part, le nouveau chef de l'État entendait mener une politique radicalement différente à l'égard des gangs. D'autre part, il souhaitait mettre en œuvre des réformes structurelles pour redonner à l'économie une croissance durable. Le changement de politique à l'égard des gangs s'est fait à bas bruit : alors que Calderon s'était présenté comme le leader de la « guerre contre le crime organisé », Pena Nieto choisissait d'adopter un profil bas. Les médias lui ont emboîté le pas – sans que l'on sache si cela résultait de pressions politiques – et ont quasiment

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

cessé de parler de cette « guerre ». La communication gouvernementale et la couverture médiatique se sont dès lors concentrées sur les projets économiques et les réformes structurelles.

Le gouvernement Pena Nieto a effectivement entamé plusieurs réformes importantes, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'éducation et de la fiscalité. Pour ce faire, il a signé, avec les trois principaux partis du Congrès (PRI, PAN et PRD), le « Pacte pour le Mexique ». Grâce à cette stratégie, Pena Nieto a pu être présenté par les médias nationaux, et surtout internationaux, comme un grand leader. *Time Magazine*[1] a pu le qualifier de « sauveur du Mexique », et *The Economist* estimer que le « moment mexicain » était arrivé[2]. L'impression générale était que le PRI allait réussir là où le PAN avait échoué.

Violence et impunité

Dès la deuxième année du mandat de Pena Nieto, plusieurs événements sont venus contrarier les plans du président et ternir l'image du gouvernement[3]. Depuis la fin 2013, des organisations armées populaires, dites « d'autodéfense », sont apparues dans le Michoacan et le Guerrero, deux États marqués par une forte présence des cartels. Ces organisations se sont donné pour mission de lutter contre les gangs, et de rétablir une « vie normale ». L'apparition de ces groupes suggérait de s'interroger sur la capacité du gouvernement à imposer l'ordre sur l'ensemble du territoire mexicain. Les méthodes des forces de sécurité posaient également question : à l'été 2014, le magazine *Esquire*[4] révéla que l'armée avait tué 22 membres d'un groupe criminel, alors même qu'ils s'étaient rendus.

Un autre scandale a bouleversé l'opinion publique nationale, avec un fort retentissement à l'étranger. En septembre 2014, 43 étudiants de l'École normale paysanne d'Ayotzinapa étaient enlevés et assassinés dans des conditions terribles. Il s'avérait rapidement que le maire de la ville et son épouse – soupçonnée d'être un des leaders des narcotrafiquants – étaient impliqués dans l'affaire, tout comme la police municipale en liaison avec une organisation criminelle. Le choc fut à la hauteur de la tragédie, mobilisant les médias, les ONG et les associations étudiantes, en particulier dans trois manifestations massives. La réaction du gouvernement mexicain fut cependant tardive et maladroite, ce qui contribua à délégitimer

1. « Saving Mexico », *The Economist*, 24 février 2014, disponible sur : <http://content.time.com>.
2. « Mexico's Moment », *The Economist*, 21 novembre 2012, disponible sur : <www.economist.com>.
3. « The Silence of Los Pinos », *The Economist*, 19 novembre 2015, disponible sur : <www.economist.com>.
4. P. Ferri, « Exclusiva: Testigo Revela Ejecuciones en el Estado de México », *Esquire Latinoamérica*, 17 septembre 2014, disponible sur : <www.esquirelat.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

le président Pena. Ces événements ont néanmoins contraint le gouvernement, et surtout les médias, à assumer un discours jusqu'alors éludé : celui de la persistance de la violence et de l'incapacité des responsables politiques, non seulement à maintenir l'ordre, mais à simplement enquêter de manière efficace sur les crimes commis.

La situation s'est encore dégradée avec deux scandales de corruption qui ont impliqué directement l'épouse du président et l'un de ses plus proches collaborateurs, le ministre des Finances. Une entreprise qui avait obtenu des contrats à l'époque où Pena Nieto était gouverneur de l'État de Mexico, avait offert, en contrepartie, des maisons[5]. Et cette même société, en collaboration avec une société chinoise, venait d'obtenir un contrat d'infrastructures très important : la construction d'une ligne ferroviaire rapide entre Mexico et Querétaro. Suite aux révélations, l'appel d'offres remporté par ladite société fut annulé.

À la fin de l'année 2015, à l'affaire d'Ayotzinapa et aux scandales de corruption sont venus s'ajouter les problèmes économiques. La plongée du prix du pétrole a en effet eu un effet très négatif sur la croissance mexicaine. Le pétrole représente moins de 10 % des exportations du pays, mais néanmoins une source importante de revenu pour l'État – entre 30 % et 40 % du total. Un chiffre élevé qui s'explique par la faiblesse de la pression fiscale au Mexique.

Le massacre d'Ayotzinapa a eu des effets internationaux délétères pour le gouvernement mexicain. Il a généré des tensions très fortes avec des organisations internationales de défense des droits de l'homme. Sous la pression, le gouvernement de Pena a dû accepter qu'une équipe d'experts argentins sollicités par les parents des étudiants, ainsi qu'un groupe d'experts envoyés par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, ouvrent une enquête indépendante. Les travaux préliminaires de ces deux groupes contredisant la version officielle du gouvernement[6], les experts ne furent pas autorisés à poursuivre leurs investigations, et durent quitter le pays à la mi-2016 après un an et demi de recherches, sans avoir pu achever leur travail. Des zones d'ombre demeurent, notamment sur le rôle de l'armée dans cette affaire. Début 2016, le rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a présenté un rapport accusant les policiers mexicains de pratiquer la torture à grande échelle dans le cadre de

5. « La casa blanca de Enrique Pena Nieto », *Aristegui Noticias*, 9 novembre 2014, disponible sur : <http://aristeguinoticias.com>.
6. Grupo Interdisciplinario de Expertos Independientes, Comision Interamericana de Derechos Humanos, disponible sur : <www.oas.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

leurs enquêtes criminelles[7]. Le gouvernement Pena a ouvertement rejeté les conclusions de ce rapport et dénoncé un document à charge. L'ONU n'a pas encore dit son dernier mot, et les conséquences possibles de cette affaire pour les responsables mexicains restent inconnues.

Un modèle économique défaillant

Le Mexique a été durement touché par la crise économique mondiale en 2009, année au cours de laquelle son PIB a diminué de 4,7 %. Les trois années suivantes, une forte croissance est revenue, avec 5,2 %, 3,9 % et 4 % en 2010, 2011, et 2012. En 2013 cependant, celle-ci a baissé à 1,4 %, remontant à 2,2 % pour 2014[8]. Ces chiffres sont assez représentatifs des mouvements de la croissance mexicaine depuis les années 1990, alternance de crises et de périodes de croissance plus ou moins forte. De fait, l'économie mexicaine n'a pas connu de croissance constante et soutenue depuis les années 1980, contrairement à ce qui s'était passé de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux années 1970. Compte tenu de l'augmentation constante de la population, la hausse du PIB par habitant a en réalité été modeste. Les créations d'emplois se sont révélées insuffisantes, d'où le glissement d'une partie de la population vers le marché informel. On estime ainsi que plus de la moitié des emplois du pays sont pourvus par ce marché, dont une partie indéterminée pour des activités criminelles.

La croissance mexicaine dépend en grande partie des exportations. Mais pour faire fonctionner ses « maquiladoras », le Mexique doit importer des pièces de rechange pour les chaînes d'assemblage. Même en période de forte croissance tirée par les exportations, l'impact réel sur l'économie est donc réduit, d'autant que la production mexicaine n'a qu'une très faible valeur ajoutée. Ce qui explique que la formation brute de capital soit relativement peu importante au Mexique (environ 23 % du PIB), par rapport à d'autres pays à forte croissance comme l'Inde et la Chine (entre 30 % et 40 %).

Le déficit structurel du compte courant mexicain a atteint plus de 10 milliards de dollars par an cette dernière décennie. Il n'est compensé ni par les transferts financiers des Mexicains vivant aux États-Unis, ni par le tourisme. Il doit être équilibré par les investissements directs étrangers (IDE) et les investissements de portefeuille. Avec deux conséquences. D'une part, une surévaluation du peso mexicain du fait de l'arrivée de capitaux étrangers, avec un effet négatif sur l'industrie mexicaine et une augmentation de la tendance à importer. D'autre part, le Mexique dépend en

7. F. Saliba. « Au Mexique, la torture est devenue endémique », *Le Monde*, 10 mai 2014, disponible sur : <www.lemonde.fr>.
8. « Crecimiento del PIB », Banco Mundial, disponible sur : <http://datos.bancomundial.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

grande partie, pour éviter une crise de son compte courant, de ressources instables. Depuis le déclenchement de la crise, l'afflux de capitaux n'a en effet pas été suffisant, d'où une hausse de la dette du pays. Le Mexique est aujourd'hui un des États les plus endettés des pays en développement, bien que son ratio dette/PIB soit relativement faible comparé à celui de pays plus riches comme, par exemple, ceux d'Europe. La rapidité de l'augmentation de la dette et du service de la dette ces huit dernières années doit donc être suivie de près. Les réserves internationales de devises du pays sont élevées, mais pas comparables à celles de la Chine ou du Brésil. En fait, elles atteignent à peine le double de ce que le pays paie annuellement en service de sa dette, soit 175 milliards de dollars – le service de la dette est de 70 milliards, et augmente plus vite.

Le gouvernement Pena Nieto n'a pas considéré qu'il fallait modifier le modèle en dépit des résultats décevants de ces 30 dernières années. Dans les faits, les réformes impulsées avec le *Pacto por México* n'ont fait qu'approfondir le modèle néolibéral. Celles des télécommunications et du secteur énergétique ont été présentées comme des réformes structurelles, qui allaient permettre de dynamiser l'économie mexicaine. Le secteur des télécommunications était très concentré, tant au niveau des services de télévision (les deux grandes chaînes représentaient 94 % du marché[9]) que de la téléphonie (*Telmex* concentrait 85 % du marché de téléphonie fixe en 2009, et *Telcel* 73 % de la téléphonie mobile en 2009[10]). La réforme était censée augmenter la concurrence. Quant au secteur énergétique, l'objectif du gouvernement était d'y permettre de nouveaux investissements, pour compenser la décadence de *Pemex*, l'entreprise pétrolière étatique. Mais aucune de ces deux réformes n'a donné les résultats escomptés. Dans le domaine des télécommunications, la concurrence a augmenté marginalement, ce qui a permis de faire baisser les prix et d'augmenter la qualité des services[11]. Dans le domaine énergétique, la chute des prix du pétrole a empêché de nouveaux investissements[12].

Un approfondissement du modèle néolibéral

Le gouvernement de Pena Nieto a lancé plusieurs grands travaux, comme le projet de ligne à grande vitesse Mexico-Queretaro, ou du nouvel

9. « ¿Como esta repartido el mercado de TV abierta? », *Milenio*, 15 avril 2014, disponible sur : <www.milenio.com>.
10. « Concentracion en el mercado de los telecomunicaciones: Paradigmas », *Dinero en Imagen*, 18 septembre 2012, disponible sur : <www.dineroenimagen.com>.
11. N. Lucas, « En telecomunicaciones, la reforma si ha dado resultados: Mediatelecom », *El Economista*, 14 mars 2016, disponible sur : <http://eleconomista.com.mx>.
12. R. Escalante, « Los efectos de la reforma energética: las verdades », *El Financiero* ,14 août 2015, disponible sur : <www.elfinanciero.com.mx> et « La crisis global atrasa los resultados de la Reforma Energetica: Reyes Heroles », *Sin Embargo*, 19 janvier 2016, disponible sur : <www.sinembargo.mx>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

aéroport de Mexico. Mais le premier, on l'a vu, a dû être annulé du fait d'un scandale de corruption, et le second, aux dernières informations, n'aurait quasiment pas progressé[13]. En fait, les revenus de l'État dépendant en grande part des ressources de Pemex, le gouvernement a dû procéder à trois ajustements budgétaires à la baisse en deux ans. Ce, bien que la consommation publique par rapport au PIB soit plutôt basse (12 %) comparée à celle d'autres pays comme le Brésil ou l'Argentine (presque 20 %)[14].

Le président Pena Nieto suit une politique économique très orthodoxe, dans la ligne de celle des gouvernements mexicains de ces 30 dernières années. Il cherche à attirer à tout prix les capitaux et investissements étrangers : pas d'exigence en matière de transfert de technologies, ni d'intégration de contenu national, faiblesse des impôts ou des *royalties* pour les entreprises minières, normes peu élevées concernant les conditions de travail ou le respect de l'environnement, etc.

D'autres problèmes peuvent également être identifiés. Les petites et moyennes entreprises manquent d'aides gouvernementales. La politique industrielle est insuffisante. La banque d'État (NAFIN) n'investit pas directement dans l'économie, se contentant de garantir les prêts des entreprises contractés auprès des banques privées, etc. Depuis que la banque centrale est devenue indépendante dans les années 1990, elle s'est fixée pour seul objectif de maîtriser l'inflation. Elle y est parvenue, son taux annuel ayant fluctué entre 3,5 % et 5,3 % ces dix dernières années. Mais contrairement à d'autres banques centrales (États-Unis, Brésil), celle du Mexique n'a pas pour but officiel de contribuer à la création d'emplois.

Pour sa part, le gouvernement assure un contrôle très serré sur ses propres déficits. La loi sur les dépenses publiques exige un solde budgétaire positif. Même lors de la crise de 2008-2009, le déficit budgétaire public n'a pas augmenté. Certains économistes ont pu considérer ce fait comme relevant de l'inaction face à la crise, et ont demandé au gouvernement d'intervenir activement au profit de la création d'emplois. Dans les faits, la loi sur les dépenses publiques et l'action de la Banque du Mexique se traduisent par des interventions gouvernementales pro-cycliques. Lorsque l'économie croît, les dépenses publiques augmentent, et lorsque l'économie décroît, elles diminuent en conséquence.

13. E. Ortega, « Cumplidas, solo 28 de las 266 promesas de EPN », *El Financiero*, 8 février 2015, disponible sur : <www.elfinanciero.com.mx> et « 3 % son los avances en el nuevo aeropuerto », *El Financiero*, disponible sur : <www.elfinanciero.com.mx>.

14. « Gasto de consumo final del gobierno general (% del PIB) », Banco Mundial, disponible sur : <http://datos.bancomundial.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le système mexicain peut être assez justement qualifié de « capitalisme de sous-traitance internationale »[15].

La présidence Pena Nieto n'a guère fait évoluer les politiques sociales. Au début du mandat a été lancé le nouveau programme *Cruzada contra el Hambre* (« croisade contre la faim »), mais celui-ci n'a pas donné les résultats promis[16]. Le programme social le plus important a été repris par le gouvernement, rebaptisé *Progresa*. Il s'agit d'un système de transfert conditionnel de revenu, qui n'a pas permis de réduire significativement la pauvreté. Le nombre des pauvres a au contraire continué à augmenter en valeur absolue du fait de la croissance démographique. Aujourd'hui, environ 6 millions de familles bénéficient de ce programme, son budget correspondant à environ 1,3 % du PIB. Il a certes contribué à réduire l'extrême pauvreté, mais a été critiqué pour son incapacité à atteindre les « travailleurs pauvres », ainsi que les populations les plus marginales. Il a également été accusé d'être utilisé à des fins clientélistes dans certains États.

Peu de changement dans les politiques sociales

Le gouvernement Pena a poursuivi l'application du programme de santé *Seguro Popular*, créé en 2005. Avant cette date, le système de santé publique contributif ne couvrait que 50 % de la population, à son apogée dans les années 1970. En 1995, les services de santé ont été décentralisés au niveau des États fédérés. En 2005, *Seguro Popular* a permis de couvrir, sans frais, les franges les plus pauvres de la population. Mais ce programme est payant (en proportion des revenus), et facultatif pour le reste de la population ; de plus, il ne couvre pas la totalité des soins, et génère de fréquents problèmes d'interprétation sur ce qui est, ou non, pris en charge. Selon les données officielles, plus de 40 millions de personnes sont à l'heure actuelle concernées par le programme. Il reste que les établissements de santé censés traiter les populations concernées ne disposent pas des ressources suffisantes pour le faire. Et *Seguro Popular* étant décentralisé, on peut constater des différences significatives d'une région à une autre. Les dépenses de santé au Mexique sont très faibles par rapport à celles d'autres pays au niveau semblable ou même inférieur de développement : à peine 3,2 % du PIB.

Une démocratie « partitocratique »

Le système de partis au Mexique est assez stable si on le compare à d'autres pays d'Amérique latine. Trois grands partis concentrent la majorité des

15. I. Bizberg, « Types of Capitalism in Latin America », *Interventions économiques*, Papers in Political Economy, n° 49, Université de Québec à Montréal, Canada, 2014.
16. « Fracasa la Cruzada Nacional contra el Hambre », *La Opinion*, 19 août 2015, disponible sur : <www.laopinion.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

voix, et la volatilité des électeurs est modérée : aux élections parlementaires de 2003, le PRI a obtenu 30,6 % des voix, puis 29 % en 2006 (dans une alliance avec un petit parti), 44 % en 2009 (encore une fois dans une alliance) et 38 % en 2012. Le PAN a obtenu 33,4 % en 2003, 23,1 % en 2006 et 28 % en 2009, 25 % en 2012. Et le PRD a recueilli 17,6 % en 2003, 29 % (avec alliance) en 2006 et 18 % en 2009, puis 32 % en 2012[17].

Ces trois partis contrôlent la plupart des sièges à la Chambre des députés et au Sénat. La stabilité de ce système ne vient pas de son enracinement dans la société, et les organisations sociales qui contrôlaient le PRI sont de moins en moins représentatives. La démocratisation des années 1980 et 1990 n'a pas vraiment vu surgir d'organisations indépendantes (syndicats, organisations paysannes, populaires). Le système des partis est très faiblement ancré dans des organisations représentatives, qu'ils contrôlent surtout par des moyens clientélistes.

Des institutions indépendantes existent certes, qui supervisent les élections, mais leur mandat est limité aux campagnes officielles et au jour du scrutin. Ce qui se passe hors des campagnes et des bureaux de vote n'est pas contrôlé. L'accès aux médias est ainsi à peine surveillé, sauf pendant la campagne officielle. Or la communication a joué un rôle important dans l'élection de Pena Nieto : les deux principales chaînes de télévision ont en effet tiré un bilan très favorable de son action au poste de gouverneur. Tous les partis pratiquent le clientélisme, utilisant les programmes publics, distribuant nourriture, appareils ménagers, matériaux de construction, argent, etc.

Le Mexique est un pays fédéral où les gouverneurs ont beaucoup de pouvoir. Seule l'assemblée locale peut initier contre eux une procédure de mise en accusation. En pratique, rares sont les procès contre des fonctionnaires locaux pour abus de pouvoir ou détournement de fonds, même si, ces dernières années, plusieurs scandales de corruption ont éclaté au niveau local, notamment dans des États gouvernés par le PRI. Ces scandales, ajoutés à la poursuite des violences et au manque de dynamisme de l'économie, ont pesé sur les élections de juin 2016 : le PRI y a perdu six États[18].

***

Corruption, violence et faible croissance économique sont les trois plaies du Mexique. Le nombre d'emplois créé chaque année ne permet

17. Instituto Nacional Electoral, disponible sur : <www.ine.mx>.
18. E. Reina et V. Uson, « Resultados de las elecciones en México 2016 », *El Pais*, 3 juin 2016, disponible sur : <http://elpais.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pas d'absorber les jeunes entrant sur le marché du travail. Les inégalités se creusent, et le nombre de pauvres augmente, ce qui explique en partie la flambée des violences.

La « guerre contre la drogue » livrée par le gouvernement de Calderon continue plus discrètement sous la houlette de Pena Nieto. Cette guerre a causé environ 163 000 morts entre 2007 et 2014[19], ainsi qu'un nombre difficilement calculable de disparitions (on parle de 25 000[20]), et des centaines de milliers de déplacés (autour de 300 000)[21]. En outre, le taux de criminalité a doublé sur la même période, passant de 8,6 homicides pour 100 000 habitants à 15,7 en 2014 selon les chiffres officiels[22].

Les événements du Michoacan et du Guerrero, où les « autodefensas » ont remplacé les forces de l'ordre de l'État ont mis au jour la faiblesse de ce dernier dans certaines régions. Localement, les cartels ont réussi à infiltrer la police, à pénétrer le système judiciaire, et à contrôler des pans entiers de l'économie dont dépend la population. La corruption et les cas de conflit d'intérêts sont endémiques au Mexique, à tous les niveaux. *Transparencia Mexicana* a calculé que le coût de la corruption était d'environ 10 % du PIB. L'impunité est presque totale : au Mexique, seuls 3 % des crimes sont résolus, et seul un nombre réduit de criminels finit en prison.

Le manque d'efficacité de la justice alimente le cercle vicieux de la violence. Mais l'explosion de la violence à partir de 2007 est principalement due à l'échec de la stratégie de la lutte contre les cartels de la drogue déclenchée pendant la présidence de Calderon (2006-2012). S'attaquer frontalement aux cartels de la drogue, alors que l'État ne pouvait s'appuyer sur la police, la justice et le système carcéral, s'est avéré suicidaire. Le déploiement de l'armée a entraîné de nombreuses violations des droits de l'homme, et une ingérence aggravée des militaires dans les affaires politiques.

L'échec de la lutte contre les cartels de la drogue

L'économie du Mexique est fragile, en grande partie du fait de sa dépendance à l'égard du marché extérieur. Le déficit structurel des comptes courants et l'augmentation rapide de la dette extérieure montrent que le modèle économique, essentiellement orienté vers les exportations, n'est

19. « La violencia en México provoca mas muertos que las guerras de Afganistan e Irak », *ABC*, 11 août 2015, disponible sur : <www.abc.es>.
20. « Desaparecidos », *El Universal*, disponible sur : <http://interactivo.eluniversal.com.mx>.
21. L. Rubio, « Desplazados por violencia. La tragedia invisible », *Nexos*, 1er janvier 2016, disponible sur : <www.nexos.com.mx>.
22. « Disminuye la cantidad de homicidios en México », *Expansion*, disponible sur : <www.datosmacro.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pas adapté à un pays de la taille du Mexique. Le gouvernement devrait s'orienter vers le développement du marché intérieur, et encourager les petites et moyennes entreprises. Pour ce faire, une réforme fiscale profonde serait nécessaire. Le modèle orienté vers l'exportation est fondé sur le maintien de bas salaires. Le gouvernement devrait revoir cette politique, qui conduit à un marché intérieur anémique et à une faible capacité à intégrer les nouvelles technologies qui pourraient améliorer la productivité et stimuler le changement de manière endogène.

Le conflit actuel entre gouvernement et enseignants de l'enseignement primaire dans certaines des régions les plus pauvres du Mexique illustre les maux qui viennent d'être décrits. Une des réformes les plus importantes du gouvernement Pena a en effet concerné l'éducation. L'objectif était de résoudre un problème réel, mais la réforme a été entreprise sans concertation avec le syndicat des instituteurs, et de manière purement technocratique, avec une vision anhistorique et a-sociologique. Un point central de la réforme est l'évaluation régulière des enseignants, pour s'assurer de leurs compétences et mettre fin à un système où, trop souvent, les postes s'héritent ou se vendent. Dans certains États, le service d'éducation primaire est le principal pourvoyeur de postes formels : 100 000 emplois en dépendent à Oaxaca. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que nombre de jeunes souhaitent avoir un poste d'enseignant, même s'ils n'en ont ni la capacité ni la vocation.

Les caractéristiques propres au corporatisme mexicain, base du système politique pendant plus de 70 ans, et qui dure jusqu'à nos jours dans quelques-uns des États les plus pauvres, ont eu des effets pervers ; les syndicats ont soutenu le PRI contre de nombreux privilèges, comme celui de distribuer des postes aux adhérents les plus fidèles – ce qui s'est transformé avec le temps en pouvoir, pour quelques-uns, de les transmettre ou de les vendre. La pensée technocratique des gouvernants actuels a conclu qu'il suffirait d'évaluer les enseignants pour régler le problème[23]. Cela sans prendre en compte la « tradition » des rapports entre le gouvernement et le syndicat, et sans considérer ce qu'un poste d'instituteur signifie à Oaxaca. La manière dont les enseignants ayant échoué (souvent après une longue carrière) pouvaient être requalifiés ou transférés à d'autres postes n'a même pas été définie précisément. Le résultat a été conforme à ce qu'attendaient les analystes : un rejet total et radical de la part du syndicat, qui occupe certaines routes importantes depuis le printemps 2016, et demande le retrait pur et simple de la réforme. La tragédie

23. S'ils échouaient trois fois à l'examen.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pressentie arriva : l'évacuation d'une route par la police fédérale dégénérait, et huit parents d'élèves appuyant les demandes des instituteurs étaient tués. La situation pourrait pousser le gouvernement à renoncer à la réforme du système éducatif : le Mexique n'en a décidément pas fini avec ses démons.

PE

Mots clés
Mexique
Présidence Pena Nieto
Narcotrafic
Crise économique

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 29/10/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)